

GISCARD-BARRE DÉSAVOUÉS

CANTONALES :

- progrès du PSU au 1^{er} tour
- tout faire pour battre la droite au second tour

Le P.S.U. se félicite des résultats obtenus par ses candidats aux élections cantonales qui sont très supérieurs à ceux de 1976, dépassant souvent les scores de 1973. Si ces élections s'étaient déroulées à la proportionnelle, le P.S.U. compterait aujourd'hui une représentation dans les conseils généraux. C'est pour cela

qu'il poursuivra sa campagne pour le droit et l'expression et à la représentation des minorités politiques. Pour le second tour, le P.S.U. appelle les électeurs à battre les candidats de la droite en votant pour le candidat de gauche le mieux placé.

Bureau politique du P.S.U. 18-03-79 ■

La volonté de vaincre

par Huguette BOUCHARDEAU

LA semaine qui vient de s'écouler aura été riche en France de trois sortes d'événements : un débat parlementaire, des élections, la préparation d'une grande manifestation ouvrière. Le débat parlementaire, dans son indignité, donnerait des arguments à qui en manquerait encore sur l'incapacité où sont aujourd'hui les partis de gauche d'apporter des solutions aux problèmes réels des travailleurs.

Je ne sais pas ce qu'ont pensé les sidérurgistes de Lorraine et du Nord, les chômeurs de Saint-Etienne et du Midi, les syndicalistes en lutte à la S.F.P. et dans les P.T.T., des empoignades de tribune et des injures échangées. Ce qui est sûr, c'est qu'on ne parlait pas d'eux. Mais du pouvoir que cherchaient à se donner — sur leur dos et à travers eux — des hommes préoccupés avant tout de l'hégémonie de leur parti.

Pourtant, il semble bien que les Français mettent encore quelque espoir dans le système électoral, puisque la participation aux élections cantonales, traditionnellement assez faible, a été aussi forte qu'aux dernières législatives. Quelles leçons en tirer ? Que, malgré l'absence de perspectives à gauche, les électeurs savent bien que le premier objectif est de battre le pouvoir en place si l'on veut changer quelque chose. Et les bons résultats du P.C., dans les secteurs les plus touchés par le chômage, le montrent bien. Faut-il dire, avec un observateur cynique, que la gauche gagne toujours tant que le pouvoir en place n'est pas vraiment menacé ? Nous retrouvons là les conséquences de l'absence de perspective des grands partis d'opposition. Tant que l'unité à gauche ne sera pas solide, cimentée par un projet élaboré en commun par les organisations populaires, où les groupes de base pourront retrouver leurs préoccupations et leurs aspirations, il n'y aura pas de changement possible dans ce pays.

Et pour le P.S.U. ? Eh bien ! nous étions plutôt contents dimanche soir quand nos camarades de province nous appelaient pour nous donner leurs résultats. Des résultats bien plus souvent au-dessus de la fameuse barre des 5 % qu'au-dessous. L'analyse plus détaillée en sera faite dans ce numéro et dans celui de la semaine prochaine.

Mais il est clair d'ores et déjà que le P.S.U. dans un certain nombre de localités et de régions où il poursuit avec patience son implantation et ses luttes locales redevient un groupe à qui l'on fait confiance. Et non plus, comme au tout début de son histoire, parce qu'il hérite de clientèle d'anciens partis, mais parce que le socialisme autogestionnaire semble de plus en plus la seule alternative possible et que l'on commence à voir que pour mettre en œuvre l'autogestion il vaut mieux faire confiance à ceux qui essaient de la pratiquer. Nos camarades des Mairies frappées d'autogestion, ceux qui luttent contre le grand canal dans le Jura et le Doubs, ceux qui animent les luttes syndicales à Peugeot, se voient ainsi créditer de 7, 8, 12 et 25 % des voix. Bien sûr, cette implantation n'est pas toujours suffisante, et les résultats de certaines grandes villes ou de la région parisienne sont encore souvent autour de 3 à 5 %. Mais dans un département comme l'Essonne, la présentation de nombreux candidats a permis de développer la campagne anti-nucléaire et de recueillir une adhésion sans ambiguïtés de près de 4 000 voix.

Faut-il rappeler que si les élections se déroulaient en France à la proportionnelle nous devrions être présents dans un grand nombre de conseils généraux ? Et que cela doit nous aider à nous battre pour que cette représentation proportionnelle soit possible aux élections européennes ? Et en attendant, nouvelle échéance politique importante le 23 mars avec la marche des sidérurgistes sur Paris. Bien sûr nous y serons. Sans banderole du parti puisque la manifestation doit rester syndicale. Mais avec nos militants des régions concernées, et ceux de la région parisienne qui iront les accueillir. Une délégation du bureau politique sera présente aussi. Pour manifester que c'est par ce type de lutte que le pouvoir actuel peut reculer et céder. Pour regretter, bien sûr, que tout n'ait pas été fait dans les discussions préparatoires pour que cette marche soit une action vraiment unitaire. Mais en sachant que la volonté d'unité dans un certain nombre de régions en France est telle qu'il faudra bien un jour que ce soit la volonté populaire qui l'emporte sur les désirs d'hégémonie des hommes politiques. ■

Les résultats du premier tour des élections cantonales sont plus surprenants qu'il n'y paraît et que ne le laissent entendre les médias et les porie-parole du pouvoir. En effet, après la défaite de mars 78, après les polémiques sans fin des états-majors des partis de l'ex - Programme commun, après l'affligeant spectacle de la session extraordinaire du Parlement, un recul de la gauche n'était nullement à exclure, loin de là. Or, il n'en est rien. Avec 52 % des voix, elle demeure majoritaire dans le pays. Mieux :

elle confirme le score exceptionnel des cantonales de 1976, en pleine période faste de l'union de la gauche.

Ainsi, le refus de la politique du pouvoir, la volonté de changement demeurent profondément enracinés, en dépit de l'inconséquence et de l'attitude parfois suicidaire des grands partis. La leçon mérite d'être méditée : la droite, désavouée, minoritaire dans le pays, ne se maintient au pouvoir qu'en raison des faiblesses de la gauche traditionnelle.

Suite page 2.

23 mars : Avec les travailleurs en marche sur Paris

Le 23 mars, les sidérurgistes seront à Paris pour imposer le maintien de l'emploi dans les régions menacées : Lorraine, Nord, Loire.

C'est la politique générale du patronat et du gouvernement Giscard-Barre qu'il faut mettre en échec. C'est cette politique qui provoque le chômage et condamne les régions à la régression économique.

Le P.S.U. est entièrement solidaire de la détermination des sidérurgistes qui entendent sauvegarder leur emploi. Cette détermination exprime à la fois un refus de la restructuration capitaliste et la volonté de contrôler les choix qui les concernent. C'est pour vivre et travailler au pays que les sidérurgistes et les travailleurs menacés dans leur emploi sont aujourd'hui dans la rue.

C'est par la mobilisation la plus large que les travailleurs dans l'ensemble du pays peuvent faire céder le pouvoir. L'unité syndicale constitue l'arme la plus efficace de ce combat. C'est pourquoi le P.S.U. regrette que l'accord ne se soit pas réalisé entre la C.G.T. et la C.F.D.T. pour la marche sur Paris.

Pour sa part, le P.S.U. appelle ses militants à participer activement à la marche du 23 mars. Il exige le maintien d'une industrie sidérurgique nationale et aussi une diversification économique régionale, orientée vers un autre type de développement répondant aux besoins de la population laborieuse de chaque région.

Dans l'unité, imposons l'arrêt des licenciements et l'abandon du plan Barre.

Bureau politique du P.S.U.
Le 20 mars 1979 ■

Voir en page 4 les renseignements pratiques.

Soutien aux femmes iraniennes

Les femmes l'ont appris à leurs dépens. Les révolutions n'entraînent pas automatiquement la libération des femmes. Fortes de cette expérience, et en réponse aux exigences des intégristes islamiques, les femmes iraniennes ont multiplié les manifestations, ces jours derniers, à Téhéran. En France, et ailleurs, la solidarité s'organise : création d'un Comité international du droit des femmes (1) qui aura pour mission de s'informer et d'informer sur la situation des femmes dans tous les pays, d'apporter son soutien « aux actions et luttes de

toutes les femmes pour leurs droits, sans aucune discrimination de nationalité, de race, de religion ou d'appartenance politique ». Des missions d'information s'organisent. Au départ, Huguette Bouchardeau devait partir avec l'une d'elle. A la réflexion et après discussion, notamment avec des femmes iraniennes, nous avons opté pour la position contenue dans notre communiqué.

Pendant ce temps, les traditionalistes réagissaient en Iran : manifestation de femmes traditionalistes et expulsion de la féministe américaine Kate Millett qui avait tenu

une conférence de presse à Téhéran. Pour l'instant nous ne pouvons que réaffirmer notre solidarité aux femmes iraniennes en lutte pour l'égalité des droits des hommes et des femmes, dénoncer les violences contre les femmes et les homosexuels, populariser leurs luttes et activer les nôtres, faute de quoi les révolutions resteront toujours menacées et inachevées.

(1) C.I.D.F. provisoirement : 115, rue Caulaincourt, Paris 18^e.

Encore un attentat...

Dans la nuit du 11 au 12 mars 1979, vers 1 h 40, un attentat criminel a été commis au C.I.C.P., Centre International de Culture Populaire, centre anti-impérialiste, situé au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

Placé sur la porte d'entrée, l'explosif a fait des dégâts très importants détruisant plusieurs portes et cloisons du rez de chaussée, heureusement sans faire de victimes. Mais l'onde de choc a été suffisamment importante pour briser toutes les vitres du quartier.

Créé en 1976, le C.I.C.P. est un organisme de services qui met à la disposition de Comités anti-impérialistes et de tous ceux qui, au niveau politique ou syndical, cherchent à s'informer et se documenter sur les luttes anti-impérialistes, une série de moyens leur permettant de fonctionner (salles de réunions, reprographie, documentation, audiovisuel, diffusion, etc...).

Y sont localisés notamment : le Comité de défense des prisonniers politiques au Chili, le Comité de boycott de la dictature argentine, le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève, le Comité Larzac, le C.E.D.E.T.I.M., le Comité de lutte contre la répression au Maroc, le Centre d'information sur le Mozambique, ainsi que divers groupes assurant des activités culturelles et de sensibilisation sur les problèmes bretons, catalans, corses.

Le C.I.C.P. s'élève contre cet attentat qui vise à réduire au silence tous ceux qui, en France, veulent donner une information libre sur les formes de répression et de fascisme, et soutenir les luttes populaires dans le monde.

Pour faire face aux difficultés créées par cet attentat, le C.I.C.P. fait appel à tous les démocrates et antifascistes français, et leur demande leur soutien politique et matériel (les contributions peuvent être adressées au C.I.C.P., au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris).



Dénonçons les violences contre les femmes : sinon les révolutions resteront toujours inachevées.

Huguette Bouchardeau, Secrétaire Nationale du P.S.U., qui devait partir aujourd'hui pour Téhéran en compagnie de nombreuses femmes journalistes et écrivains, vient d'annoncer qu'elle ne participerait pas à ce voyage.

Ce voyage, rappelle-t-on, avait été décidé par solidarité avec les femmes iraniennes qui s'insurgèrent en grand nombre, la semaine dernière, contre les mesures rétrogrades que les fanatiques religieux voulaient leur imposer.

Tout en affirmant son soutien sans réserve aux femmes iraniennes qui entendent poursuivre jusqu'au bout leur lutte de libération, le P.S.U. considère que l'intervention massive et hâtive de nombreuses personnalités féministes occidentales à Téhéran

ne manquera pas d'accréditer l'argument essentiel des religieux qui dénoncent l'ingérence culturelle de l'Occident. Il redoute aussi, et surtout, que les nostalgiques de l'ancien régime présentent cette manifestation comme un désaveu sans nuances de la révolution iranienne et alimentent ainsi la propagande contre-révolutionnaire.

La Secrétaire Nationale du P.S.U. pense que, pour une moindre dépense, il serait préférable de limiter ce départ à deux ou trois journalistes choisis collectivement, qui poursuivraient sur place une mission d'information de plus longue durée, permettant de déterminer avec les iraniennes elles-mêmes, le sens et les modalités du soutien qu'elles souhaitent recevoir.

Suite de la page 1.

Le P.S.U., pour sa part, enregistre des résultats très encourageants. Il présentait 104 candidats au premier tour. Dans les 94 cantons dont les résultats nous sont connus au moment où nous mettons sous presse, les candidats du P.S.U. obtiennent en moyenne 3,90 % des voix, chiffre très supérieur aux résultats des législatives. Dans 19 cantons, c'est-à-dire environ 1 sur 5, le P.S.U. obtient plus de 5 % des voix.

Dans un certain nombre de régions, rares il est vrai, mais significatives, les candidats du P.S.U. réalisent une véritable percée, sou-

vent liée à une action locale persévérante et efficace. C'est ainsi que notre camarade Tournon, maire de Marle, dans l'Aisne, arrive en tête de la gauche avec 24,23 % des voix et a toutes les chances d'être élu au second tour. Le candidat V.V.A.P., que nous soutenions à Saint-Julien-Chapteuil (Haute-Loire), obtient 18 % des voix. Dans les Ardennes, nos camarades Coista et Goury réalisent respectivement 12,50 % et 11 % des voix. Nos camarades Gehin dans les Vosges et Minazzi à Sochaux obtiennent 12 % et 10,80 % des voix, etc.

Ces résultats infligent un démenti à ceux qui voulaient cantonner le P.S.U. dans une marginalité rassu-

rante pour eux. Ils démontrent aussi l'existence d'un courant populaire vivace favorable à la démarche à la fois novatrice et unitaire de notre parti.

La volonté de donner un coup d'arrêt à la politique du pouvoir, d'agir dans l'unité pour une autre organisation économique et sociale, si puissante dans les luttes sociales, doit aussi se traduire sur le terrain électoral.

Au second tour des élections cantonales, il faut tout faire pour battre la droite, en votant massivement pour le candidat de la gauche arrivé en tête au premier tour. Les candidats du P.S.U., par leur désistement actif, entendent bien le faire savoir.

Léo GOLDBERG

Département	Exprimés	Voix	%
AIN			
Bourg	5 830	502	8,61
Châtillon	5 038	205	4,07
Colligny	2 812	116	4,13
Nantua			
Poncin	2 812	46	1,64
Villars	2 588	76	2,94
AISNE			
Marle	4 433	1 074	24,23
ARDENNES			
Montois	1 675	176	10,51
Raucourt	2 156	74	3,43
Rethel	9 158	186	3,20
Sedan Est	5 596	432	7,72
Sedan Nord	4 240	183	4,32
Vouziers			12,5
CALVADOS			
Caen 4	9 292	365	3,93
CHARENTE-MARITIME			
Rochefort Sud	7 053	260	3,69
La Rochelle			

Département	Exprimés	Voix	%
DOUBS			
Montbéliard Est	7 889	422	5,35
Sochaux	10 065	1 083	10,76
GARD			
Alès			
Pont S.E.			
INDRE-ET-LOIRE			
Tours Nord 3	10 454	348	3,33
JURA			
Dôle N.E.	7 755	528	6,81
Montbarrey	2 219	102	4,60
Montmiray			9,70
LOIRE			
Saint-Etienne S.E.3	8 538	257	3,01
Saint-Etienne S.O.1	4 884	82	1,68
Saint-Méand	8 914	167	1,87
LOIRE-ATLANTIQUE			
Blain			
Carquefou	7 449	374	5,02
Saint-Nazaire Est	8 321	492	5,91
Saint-Nazaire Ouest	35 800	749	2,09

Département	Exprimés	Voix	%
LOIR-ET-CHER			
Blols 2	7 513	242	3,22
Blols 3	5 059	205	4,05
Vendôme			
MARNE			
Châlons-sur-Marne 2	6 770	204	2,45
Reims 3	5 178	166	3,20
HAUTE-MARNE			
Langres	8 659	288	3,33
Le Vallinot			
MEURTHE-ET-MOSELLE			
Audun	10 161	599	5,89
Conflans	9 222	459	4,90
Nancy Nord	7 113	270	3,80
Neuves-Maisons	11 541	540	4,68
NORD			
Lannoy	37 904	1 623	4,28
Lille Sud-Ouest	11 753	538	4,58
Roubaix Est	26 064	1 291	4,95
Tourcoing Nord	25 327	904	3,57
Tourcoing Nord-Est	20 010	498	2,49
Valenciennes Est	21 926	526	2,40
ORNE			
Alençon	10 950	243	2,22
PAS-DE-CALAIS			
Boulogne Sud	14 884	311	2,09
PYRENEES-ATLANT.			
Bayonne Nord	9 894	320	3,23
PYRENEES-ORIENT.			
Perpignan 1	8 637	166	1,92
Le Vernet			
Thuy	6 731	237	3,52
RHONE			
Lyon 4	9 804	393	4,01
Lyon 9	7 306	197	2,70
Lyon 12	11 565	476	4,12
Rillieux-la-P.	9 035	422	4,67
Saint-Genis L.	15 152	802	5,29
Villeurbanne Nord	12 104	349	2,80
Villeurbanne Sud	16 125	525	3,20
SAVOIE			
Chambéry S.O.	5 950	191	3,21
SEINE-MARITIME			
Le Havre 4	25 050	816	3,26
SOMME			
Amiens Ouest	8 768	253	2,89
Amiens Sud-Est	9 616	259	2,69
TARN-ET-GARONNE			
Montauban 1	5 771	112	1,94
Saint-Antonin	3 086	200	6,48
VENDEE			
Les Herbiers	9 375	346	3,69
La Roche-sur-Yon N.	11 368	465	4,09
VOSGES			
Le Thillot	9 496	1 011	10,65

Département	Exprimés	Voix	%
HAUTS-DE-SEINE			
Asnières	14 279	437	3,06
Colombes	16 612	576	3,47
Courbevoie	9 668	122	1,26
Le Plessis	12 698	444	2,86
Levallois	11 932	263	2,20
Meudon	14 928	310	2,08
Nanterre	12 248	328	2,68
Sceaux	17 421	829	4,76
SEINE-SAINT-DENIS			
Aubervilliers E.	10 635	413	3,88
Aulnay N.	10 828	579	5,35
La Courneuve	9 878	473	4,78
Les Lilas	11 224	382	3,40
Noisy-le-Grand	12 977	565	4,35
Pantin	4 976	241	4,84
Saint-Denis N.O.	6 523	376	5,76
Sevran	10 036	407	4,05
VAL-DE-MARNE			
Alfortville	14 003	840	6,00
Cachan	8 638	241	2,79
Charenton	10 958	397	3,62
Créteil Sud	9 309	262	2,81
Thiais	14 662	417	2,84
VAL-D'OISE			
Eaubonne	8 863	408	4,87
ESSONNE			
Arpajon	10 899	193	1,77
Athis-Mons	13 917	238	1,71
Chilly-Mazarin	10 263	197	1,82
Dourdan	5 390	138	2,59
Draveil	10 123	299	2,95
Evy	10 665	313	2,93
Gif-sur-Yvette	5 038	316	6,27
Massy	12 345	463	3,75
Morsang	6 717	272	4,05
Orsay	13 168	661	5,10
Sainte-Geneviève			
Vigneux	8 201	141	1,72
YVELINES			
Conflans	17 083	698	4,09
SEINE-ET-MARNE			
MOYENNE PROVISOIRE (*)			
Exprimés - total provisoire		976 943	
Total voix		37 985	
Moyenne		3,89 %	

(*) Il nous manquait les résultats des cantons suivants incomplets sur ces feuilles, plus ceux qui auraient échappé à notre vigilance ou à notre information. On a actuellement 94 cantons. Pour plus d'informations, tél. 630-56-20 Chamonix.

La Publicité en accusation...

Une protestation des Femmes contre l'usage de leur corps fait par la Publicité.

A l'occasion de la journée nationale d'Etudes Publicitaires qui se tient à Montpellier le 19 mars, le Secteur Femmes P.S.U. de Montpellier a diffusé un tract qui dénonce l'image que la publicité donne de la femme d'aujourd'hui, en la cantonnant dans des rôles traditionnels dont elle a du mal à se débarrasser :

- la femme dévouée au foyer, bonne mère, bonne épouse, bonne ménagère ;
- la femme-objet « appât sexuel ». La publicité présente en effet des femmes très sophistiquées, au pouvoir d'achat très au-dessus de celui de la « Française moyenne ».

Par ailleurs, la publicité véhicule des préjugés fondés sur l'inégalité des sexes : femme d'intérieur/homme au travail, homme gagnant l'argent/femme le dépensant. Pour la publicité, la femme n'est intéressante qu'en tant que consommatrice potentielle, et les aspects vie intellectuelle, culturelle et la réflexion personnelle de la femme sont volontairement éliminés.

La publicité fausse la réalité, en ne montrant pas la femme au travail tel qu'elle le vit tous les jours : fatigue des transports, travaux pénibles et répétitifs, plus, bien entendu, les travaux ménagers. Elle feint d'ignorer les conflits homme-femme et parents-enfants. Ainsi la publicité présente une image de la famille idéalisée, unie et sans problème, refuge contre le monde extérieur et représentant le seul modèle du « bonheur ».

Toutefois, nous constatons depuis quel temps que la femme ne suffit plus à alimenter la publicité : l'homme devient à son tour une cible de choix...

La publicité, de plus en plus envahissante, nous oblige insidieusement à nous identifier à des modèles, à créer des besoins et des comportements artificiels, en imposant une image stéréotypée de la vie.

Enfin, tous les arguments de vente avancés sont de mieux en mieux étudiés pour nous entraîner TOUTES et TOUS dans le cycle infernal de la consommation ce qui sert, avant tout, les intérêts des trusts capitalistes.

Elle véhicule et renforce les schémas imposés par l'idéologie dominante du pouvoir.
Le Secteur Femmes P.S.U. de Montpellier ■

Mairie de Montpellier

Crise chez les "élus socialistes" ou "crise municipale" ?

Les élus P.S.U. sont conscients de l'inquiétude des travailleurs et des citoyens de Montpellier qui, ayant mis de grands espoirs, il y a 18 mois, dans la nouvelle équipe municipale, se demandent : « Mais que se passe-t-il donc à la Mairie de Montpellier ? »

La crise qui a éclaté au sein du groupe des élus socialistes n'est pas une « crise municipale », comme on le croit ou l'écrit trop souvent.

La Municipalité de Montpellier n'est pas une municipalité socialiste mais d'Union de la Gauche, à majorité socialiste, et c'est pour nous plus qu'une nuance...

Le conflit qui oppose le Maire à certains élus socialistes est un conflit interne au groupe socialiste ; il est, nous semble-t-il, révélateur de la composition du parti socialiste, des oppositions qui le traversent et de son fonctionnement. La manière autoritaire dont G. Fréché a cru bon de régler ce différend traduit une certaine conception de l'exercice du pouvoir et des responsabilités ; nous avons d'autres pratiques au P.S.U. et nous désapprouvons ces méthodes despotiques et d'un autre temps.

Après 18 mois de travail au sein de l'équipe d'Union de la Gauche, nous sommes, comme beaucoup de citoyens montpelliérains, parfois déçus certes, mais aussi conscients de tout ce qui a commencé à changer dans notre ville. Le plus important est, sans conteste, le nouveau type de relations qui s'est établi entre les élus et les diverses catégories de la population (associations, organisations professionnelles ou syndicales, etc.).

Cette meilleure écoute de la population et de ses besoins a déjà produit des résultats heureux dans de nombreux domaines (restaurants scolaires, école, culturel, urbanisme, politique foncière, aide aux plus défavorisés, etc.). Les travailleurs — particulièrement ceux qui sont victimes du chômage — leurs organisations syndicales savent combien il est important que la Municipalité soit à leur côté dans les luttes qu'ils mènent.

En tout cas, tous pensent que ces changements peuvent et doivent aller plus loin encore et qu'une condition de réussite est de parvenir à un véritable travail d'équipe entre le Maire et le Conseil Municipal, entre les élus et les employés municipaux et enfin, entre l'équipe municipale et la population.

Ces objectifs sont loin d'être atteints, nous en sommes conscients ; depuis 18 mois, les élus P.S.U., très minoritaires dans l'équipe, modestement mais fermement, ont essayé de les faire progresser. Mais les difficultés et les obstacles que les élus et les citoyens rencontrent pour s'informer et agir sont surtout le fait de leurs conditions de vie et de la structure communale — en

relation avec la structure de l'Etat bourgeois centralisé :

- en effet, c'est la loi qui donne au Maire la réalité du pouvoir parmi les élus et les adjoints ;
- comment un élu peut-il assumer pleinement ses responsabilités d'élu puisque qu'aucun statut ne lui donne la possibilité de le faire ? Il doit en même temps assurer la totalité de son travail professionnel n'ayant droit à aucune décharge.

Ce système renforce évidemment le côté autocratique de l'institution communale et la gestion personnalisée, au détriment de la gestion collective et c'est, bien sûr, la droite au pouvoir qui en porte la responsabilité.

Il paraît que « certains » à Montpellier se frottent les mains... Mais ces querelles de personnes que le Parti Socialiste a portées sur la place publique sont tout de même sans commune mesure avec l'immobilisme, l'affairisme et le mépris généralisé que la droite avait érigés en système pendant de nombreuses années.

En tout cas, nous affirmons notre détermination à poursuivre le travail entrepris

pour la réalisation du programme municipal, avec le Maire et l'équipe d'Union de la Gauche. Mais nous disons aux travailleurs et aux citoyens de Montpellier que son application dépend aussi de leur soutien et de leur action.

Au P.S.U., nous n'avons jamais cru à la possibilité de faire de nos communes gouvernées par la gauche, des îlots de socialisme autogestionnaire. C'est encore plus vrai dans le contexte politique actuel.

Mais, plus que jamais, nous croyons à la nécessité de développer les pratiques autogestionnaires (ou à tendance autogestionnaire) et de confronter nos expériences entre élus et militants. Le colloque organisé par la Fédération P.S.U. du Languedoc, la Fédération des élus et militants autogestionnaires et le Front Autogestionnaire sur le thème « se battre pour l'autogestion dans nos quartiers, dans nos communes », est particulièrement bienvenu.

C. FAUCHARD,
Conseiller Municipal
Responsable du Groupe P.S.U.
Y. LARBIOU,
Adjoint au Maire ■

Défendre les transports publics

La Commission Nationale Entreprise, branche "Transports", s'est réunie le 10 mars 1979 pour faire le point sur la grève S.N.C.F. du 7 mars.

Pour le P.S.U., le large succès de cette grève (plus de 70 % des effectifs, selon la S.N.C.F.) est un nouvel avertissement pour le gouvernement et la direction qui bradent le service public des transports.

Il est important que les usagers sachent que de nombreux cheminots ont été menacés et sanctionnés pour avoir défendu le service public :

- recherche et fichage des cheminots qui aident les Comités d'usagers et informent le public ;
- pressions sur les cadres qui participent aux grèves ;
- mises à pied d'auxiliaires ayant distribué des tracts d'information aux voyageurs.

Les usagers doivent être bien conscients des interventions de la direction de la S.N.C.F. pour rendre impopulaires les grèves des cheminots : par exemple, à Metz, les 6 et 7 mars, la direction locale, qui savait fort bien qu'il n'y avait aucune circulation, faisait néanmoins annoncer, par haut-parleur, l'arrivée ou le départ de trains fantômes,

histoire de mettre à l'épreuve les nerfs des voyageurs.

Le gouvernement a préparé de longue date les difficultés actuelles de la S.N.C.F. Pourquoi réduire le service voyageur omnibus, alors qu'on vend à l'étranger de nombreux « autobus sur rail », particulièrement bien adaptés aux lignes rurales ? Pourquoi refuser d'utiliser ce matériel sur le réseau français, alors que son emploi serait très économique sur les lignes aujourd'hui menacées de fermeture ?

L'action commune entre les usagers et les travailleurs des transports se développe, et la direction de la S.N.C.F. essaye vainement de freiner cette collaboration. Le P.S.U. fera tout pour que des « Comités d'action pour le transport public » soient créés partout où cela est nécessaire. Il soutient les initiatives déjà prises par les syndicats, les écologistes, les fédérations d'usagers et les organisations du cadre de vie pour la défense du transport public.

C.N.E. ■

Les Mutuelles d'Assurance

A Niort, comme ailleurs, les femmes sont exploitées.

En février dernier, on a vu la presse et la radio, notamment *Cosmopolitan*, *Europe* n° 1, *Le Matin* s'intéresser subitement à la situation des femmes employées dans les Mutuelles d'assurance niortaises : MAIF, MACIF, MAAF. Par une manipulation éhontée de l'information, les « journalistes » ont utilisé et amalgamé les éléments les plus

divers pour étayer une thèse selon laquelle ces femmes avaient résolu tous les problèmes qui se posent en général à la condition féminine. Ils ont expliqué sans rougir que les « bienheureuses des Mutuelles » étaient « sorties de l'enfance » (!), grâce à des salaires défiant toute concurrence, faisant d'elles de véritables « chefs de famille », et de leurs

maris, des « hommes au foyer ». Cette information mensongère a provoqué une vive réaction de la part de l'intersyndicale CFDT/CGT des Mutuelles qui a organisé le 7 mars une conférence de presse que les media concernés ont superbement ignorée. Peu importe l'information sérieuse, l'essentiel n'est-il pas de « vendre du papier » ? Il est vrai, a remarqué l'Intersyndicale, que les travailleurs des Mutuelles, femmes et hommes, ont des salaires égaux pour des fonctions identiques, mais, a-t-elle souligné, dans ces entreprises où 70 % des employés sont des femmes, les postes de cadres sont presque exclusivement occupés par des hommes.

Les revendications du personnel

Cette campagne de presse arrive au moment-même où les travailleurs engagent l'action pour les 35 heures et pour la préservation de l'emploi menacé par l'informatisation non maîtrisée : le personnel de la MAIF est en grève depuis trois semaines et l'action s'engage à la MACIF !

L'Intersyndicale dénonce la duplicité des directions des mutuelles qui, malgré de beaux discours sur le mutualisme, le socialisme, voire le militantisme syndical ou politique, gèrent leurs entreprises de la manière la plus conservatrice : la MAAF utilise la répression syndicale pure et simple ; la MAIF refuse d'accorder une réduction du temps de travail. De plus, elle utilise pour le calcul du maintien du pouvoir d'achat un autre indice que celui de l'INSEE (la FEN a mis ces points au premier rang de ses revendications) ; la MACIF exerce un pouvoir autoritaire par l'intermédiaire du directeur général, sans qu'il y ait un contrôle réel par le conseil d'administration.

Enfin l'Intersyndicale fait remarquer la médiocrité des salaires dans la région Poitou-Charentes et particulièrement dans le département des Deux-Sèvres.

Donc, à Niort aussi, les femmes travaillant dans les mutuelles et les autres femmes, subissent l'exploitation capitaliste (bas salaires, doubles journées de travail, etc.). ■

Les Ulis

Une commune contre le nucléaire en région parisienne.

Aux Ulis, grâce à l'action du P.S.U. et de ses élus municipaux, le conseil municipal prend une part active dans la lutte contre l'implantation de centrales nucléaires en région parisienne.

La municipalité des Ulis appelle la population à refuser le prélèvement automatique au bénéfice de l'E.D.F. et à effectuer les paiements bancaires de façon fractionnée, jusqu'à ce que soit obtenue l'ouverture de l'enquête d'utilité publique aux Ulis.

Voici le texte de la motion adoptée sur proposition des élus du P.S.U. par le conseil municipal des Ulis qui peut et doit servir d'exemple.

Suite à la délibération du Conseil municipal des Ulis en date du 24 juin 1977, demandant un débat public avant toute décision d'implantation de centrale nu-

cléaire dans la région parisienne.

Compte tenu de la précipitation du gouvernement à vouloir implanter à Nogent-sur-Seine deux réacteurs nucléaires et du déroulement actuel d'une enquête d'utilité publique, volontairement tronquée et limitée à quelques communes voisines du site, alors que ce projet concerne l'ensemble de l'agglomération parisienne.

Attendu que l'Agence de Bassin Seine-Normandie s'oppose à ce projet par suite des risques de pollution radioactive de la nappe phréatique qui alimente en eau potable Paris et sa banlieue,

LE CONSEIL MUNICIPAL DES ULIS

Constata une fois de plus que le gouvernement refuse

d'engager un débat sur la politique énergétique et met la population devant le fait accompli.

Appelle la population des Ulis à faire une grève du zèle, vis-à-vis de la direction d'E.D.F. (par le refus du prélèvement automatique et le paiement de chaque facture en plusieurs chèques envoyés séparément), tant que l'enquête d'utilité publique n'est pas ouverte sur la commune des Ulis conformément à la demande du Conseil municipal du 24 juin 1977.

Demande à toutes les municipalités de France de prendre contact avec la ville des Ulis afin de généraliser cette action qui donne, pour la première fois, le moyen à chacun d'exprimer son opposition à la poursuite du programme électronucléaire, de façon simple, légale et efficace. ■

Contre la privatisation de la T.V.

Le danger se précise - Le PSU appelle à la vigilance

Au moment où les travailleurs de l'ex-O.R.T.F. luttent pour le maintien du service public de radio-télévision, la direction de T.D.F., qui continue par ailleurs, au nom du monopole, à brouiller les radios libres, envisage d'offrir un canal de diffusion des programmes télévisés à une télévision mercantile (R.T.L.) afin de rentabiliser son projet de satellite.

Le P.S.U. s'élève contre cette proposition de 4^e chaîne privée, non démentie par le gouvernement. La concrétisation de ce projet signifierait en effet un véritable détournement de fonds publics au profit des publicitaires et groupes financiers privés et une nouvelle attaque contre le service public de l'audiovisuel.

Le P.S.U. considère que l'ensemble des citoyens est concerné par ce problème et ses conséquences. Il demande donc une information complète et réaffirme, quant à lui, son choix clair pour une radio télévision publique réellement décentralisée déagée de la mainmise du pouvoir politique quel qu'il soit et protégée des groupes de pression financiers et idéologiques.

Bureau politique du P.S.U.
16 mars 1979 ■

CALENDRIER POLITIQUE

UNE BELLE FETE

● Samedi 24 mars (Bondy) : fête du P.S.U. de la Seine-Saint-Denis à la salle des fêtes de la mairie. Pour les distractions : Font et Val, un bal folk avec Maluzerne et Théière de Jardin, du rock, du jazz, du folklore latino-américain. Pour le sérieux, des débats : « Démocratie locale et autogestion » avec la projection du film de la C.F.D.T., La Ville à prendre et discussion avec le réalisateur du film, Christophe Wagny, auteur de Mairies frappées d'autogestion, Marc Wolf auteur des Ascenseurs de la Z.U.P. et des élus du P.S.U. du département. Il y aura également une intervention d'Huguette Bouchardeau. Sont prévues également une librairie, une animation pour les enfants et bien entendu à boire et à manger.

CHANSON ANTILLAISE

● Samedi 24 mars (La Courneuve) : chanson antillaise avec Moun-kika au Centre culturel Jean Houdremont, 23, avenue du Général Leclerc, 93120 à 20 h 30.

EXPO POUR UN ILOT

● Samedi et dimanche 24 et 25 mars (Canteleu) : exposition de photos et de peinture sur le thème « Une vie fout le camp, Le Clos normand », à propos d'un îlot de construction provisoire qui doit être rasé pour laisser la place à... un supermarché et une station-ser-

vise. Au local A.S.F., place d'Armes à Canteleu (près de Rouen).

EXPLOITATION CAPITALISTE

● Mardi 27 mars (Bourg-en-Bresse) : réunion-débat organisée par la fédération de l'Ain du P.S.U. Cette réunion sera animée par René Dumont sur le thème « Exploitation capitaliste et tiers-monde ». A 20 h 30 à la salle des fêtes.

APPEL AUX ANTI-MUSCLES

● Mercredi 28 mars (Paris 14^e) : assemblée élargie de la commission Sports du P.S.U. Au cours de cette réunion seront abordées les questions suivantes : bilan d'une année d'existence ; campagne des J.O. de Moscou ; la nouvelle Bérésina ; la construction du Vel d'hiv de Bercy : oui au pinard, non au béton ; la relance d'une association défunte pour une pratique corporelle différente, etc. Tous les anti-muscles de France et de Navarre sont attendus à 19 heures, 9, rue Borromée, M^o Volontaires. Que tous ceux qui ne peuvent se déplacer écrivent.

L'EUROPE A MONTPARNASSE

● Samedi 31 mars (Paris 14^e) : colloque sur l'assemblée européenne et la politique de détente à partir de 9 heures au 92 bis, boulevard du Montparnasse. Avec Claude Bourdet, Bernard Ravenel et Alain Joxe.

CINE ET CADRE DE VIE

● Samedi 31 mars (Paris 11^e) : projection du film de la C.F.D.T., La Ville à prendre, suivie d'un débat sur les problèmes du cadre de vie et du logement. A 14 h 30 à l'AGECA, 177, rue de Charonne, M^o Alexandre-Dumas.

DEBAT POUR UNE CAMPAGNE

● Lundi 2 avril (Paris 15^e) : débat régional pour la campagne avortement-contraception ; au programme les positions du P.S.U. ; la mobilisation. A 19 heures au 9, rue Borromée, M^o Volontaires.

CHRETIENS EN AMERIQUE LATINE

● Lundi 2 avril (Rennes) : le C.R.I.D.E.V. (Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples) et la commission information-rencontre de l'église réformée de Rennes organisent une conférence-débat avec Georges Casalis, spécialiste des théologies de la libération, sur le thème « Chrétiens en Amérique latine — De Medellín à Puebla ». A 20 h 45 à la maison du Champ de Mars (cours des Alliés à Rennes).

MARDI A RENNES

● Mardi 3 avril (Rennes) : le C.R.I.D.E.V. toujours, dans le cadre de ses mardis de formation, vous invite à un cycle d'initiation sur les « Différents modèles de développement ». Ces mardis sont ouverts à tous. Ils comportent un exposé suivi d'une discussion et une partie d'échanges, d'information, etc... A 20 h 30 à la maison du Champ de Mars (salle Gune), 6, cours des Alliés.

L'EUROPE, LES LIBERTES, LES POLICES

● Mercredi 4 avril (Paris 7^e) : la 7^e section du P.S.U. organise un débat avec Claude Bourdet sur le thème « L'Europe des libertés, l'Europe des polices ». De 19 h 30 à 21 h 30 au 68, rue de Babylone, (face au cinéma La Pagode), M^o St-F-Xavier.

TRAVAILLER, COMMENT ?

● Samedi 7 avril (Paris 15^e) : débat régional, ouvert aux sympathisants et fédé-

rations, organisé à l'initiative des secteurs Entreprise et Femmes de la fédération de Paris du P.S.U. De 14 à 18 heures on parlera des « Nouvelles formes d'organisation du travail » (horaires mobiles, mi-temps, etc...) de « La « révolution » informatique » et de quelles réponses y apporter. Au 9, rue Borromée, Paris 15^e, M^o Volontaires.

ABONNEZ-VOUS

● Fédérations des élus autogestionnaires : pour recevoir le bulletin d'information mensuel de la F.E.A., 31, rue Decrès, 75014 Paris, C.C.P. 35 585 47 B, La Source.

VOTRE SANTE ET LE NUCLEAIRE

● Nucléaire : une brochure Nucléaire et santé aux assises internationales du retraitement est parue. On nous assure qu'elle est très intéressante. Vous la recevrez contre 10 F en écrivant au C.C.P.A.H., (Comité contre la pollution atomique dans la Hague), B.P. 156, 50014 Cherbourg.

A VOS MAQUETTES

● Loi Veil : si certains ont des idées pour l'affiche nationale de la campagne Loi Veil, qu'ils fassent parvenir leurs œuvres très rapidement au secteur Femmes du P.S.U., commission Loi Veil, 9, rue Borromée, 75015 Paris. (Une maquette peut suffire).

VOTRE MATERIEL

● Matériel : le Bureau politique demande aux sections qui ont présenté un candidat aux cantonales de lui envoyer un exemplaire du matériel édité (notamment la profession de foi). Merci.

FACILITER LE TRAVAIL

● Pour qu'un calendrier soit vraiment efficace, il faut que l'endroit, l'heure, l'adresse complète soient indiqués. Alors S.V.P. tous les détails, cela évitera les frais de té-

NELLY ROUSSEL

Nelly Roussel (1878-1922) rompt à 20 ans avec son milieu bourgeois et catholique. Tournée très jeune vers les choses de l'esprit, tentée un moment par le théâtre, elle rencontre tout à tour la libre pensée, avec son mari Henri Godet, et le néo-malthusianisme, dont elle va être la plus active propagandiste et qu'elle infléchit dans le sens de la « maternité consciente ». Lancée dans les grandes batailles féministes du début du siècle — aux côtés de Madeleine Vernet, Marguerite Durand, Hélène Brion — elle refuse d'entrer dans le jeu des partis de gauche dont elle est pourtant proche intellectuellement. En 1914, nous la retrouvons aux côtés de celles qui refusent la guerre.

Arrachée trop tôt à un militantisme épuisant, elle a laissé près de la moitié de son œuvre inédite...

21 F - Port 3 F l'exemplaire. Chèques à l'ordre de Syros, C.C.P. 19706 - 28 Paris, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

OFFRE D'EMPLOI

● Offre d'emploi : ne téléphonez plus pour la petite annonce passée la semaine dernière. Une personne est actuellement à l'essai pour un mois. Si vous voulez nous communiquer vos coordonnées et références, écrivez à la rédaction.

tribune socialiste

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg
Secrétariat de rédaction : Renée Bourgeois-Damien
Secrétariat-Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Directrice de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)

Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1) à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

ARMÉE

Objection de conscience

Luttons contre la répression qui frappe les objecteurs.

Le P.S.U. rappelle qu'il n'a pas appelé en tant qu'organisation à renvoyer ses papiers militaires pour lutter contre l'extension du camp du Larzac. Il appelle ses militants et sympathisants à lutter contre l'armée bourgeoise et pour une défense populaire en remplissant leurs obligations militaires, en favorisant l'émergence de comités et de syndicats de soldats, dans la perspective du contrôle populaire sur l'armée.

Mais le P.S.U. soutient les objecteurs de conscience contre la répression qui les frappe. C'est dans ce cadre que T.S. publie ce communiqué d'un comité de soutien à des objecteurs qui subissent la répression.

Enfin, signalons la publication d'une brochure : « Il sera une fois... », rédigée par 123 « renvoyeurs » de la Mayenne. J.-M. D. ■

Contre la dissolution de la FEDO

Le Bureau politique du P.S.U. s'élève avec vigueur contre la dissolution de l'association FEDO (Fédération des Objecteurs).

Une fois de plus, le pouvoir essaie de frapper les objecteurs de conscience. Si le P.S.U. ne fait pas de « l'objection », son axe de lutte par rapport à l'armée, il exige le respect du droit pour chaque individu de disposer librement de sa conscience et s'élève contre l'institution du délit d'opinion.

Par ailleurs, la FEDO étant une association type loi 1901, c'est un grave coup porté contre le droit élémentaire à la libre association. Une fois de plus, les belles paroles gouvernementales aboutissent à la répression.

Le P.S.U. se battra pour que ne disparaisse pas une liberté fondamentale.

Communiqué du B.P. du P.S.U. du 2-3-79 ■

TRIBUNE socialiste

MENSUEL DE L'AUTOGESTION

POUVOIR LOCAL



DECIDER CHEZ SOI C'EST NATUREL

Le N° 1 est paru

UN DOSSIER COMMUNES, DEPARTEMENTS, REGIONS

Les prochaines élections cantonales reposent la question du rôle et du pouvoir du conseiller général. L'histoire montre que ce dernier peut beaucoup pour les routes et l'assistance sociale mais fort peu dès qu'il s'agit... des fermetures d'aciéries.

Les responsables ou les trésoriers de sections qui n'ont toujours pas passé commande du mensuel doivent le faire de toute urgence.

MARCHE DU 23 MARS Renseignements pratiques

Départ 11 h - 11 h 30 de 5 mairies : St-Ouen, St-Denis, Montreuil, Pantin, Ivry, en direction de la République.

Arrivée à la République vers 14 h - 15 h.

Le cortège se dirigera ensuite vers l'Opéra. En tête : les sidérurgistes et les mineurs. Puis les régions : Midi, Pays de Loire, Nord / Pas-de-Calais, Lorraine.

Vers la rencontre anti-nucléaire des 12 et 13 mai

Samedi 17 mars 1979, le collectif de la convergence pour l'autogestion s'est réuni à Paris. Il a notamment poursuivi la préparation de la rencontre antinucléaire de Paris des 12 et 13 mai : à partir de trois grands thèmes (mouvement antinucléaire, emploi, alternatives), les débats devraient déboucher sur une nouvelle stratégie pour le mouvement antinucléaire. Des invitations peuvent être demandées à la convergence (B.P. : 89, 75722, Paris, Cedex 15).

Le bulletin n° 4 est sous presse. Au menu : l'Europe, un article sur le mouvement antinucléaire réalisé par la convergence Alsace, le programme de la rencontre des 12 et 13 mai, des expériences des convergences locales. Toutes les contributions sont les bienvenues. Toujours d'actualité : les abonnements au bulletin (50 F pour un an), les réabon-

nements pour ceux qui étaient abonnés avant Poitiers. Quant aux abonnés après Poitiers, qui n'ont versé que 20 F, qu'ils veuillent bien nous faire parvenir les 30 F complémentaires. Un grand merci du trésorier.

Le collectif commence la préparation de la deuxième rencontre (courant octobre), prévue par la réunion de Poitiers sur le thème « Le temps de travail ». Nous aimerions vous lire.

Le collectif rappelle qu'en ce qui concerne les « Européennes », il n'est pas mandaté pour prendre position. La liberté est laissée à chaque convergence locale de se situer par rapport à ces élections. Par contre, le bulletin publiera toutes les contributions.

La prochaine réunion du collectif aura lieu le 21 avril, au 46, rue de Vaugirard, Paris 6^e.